Penser concrètement les conditions de la paix en Ukraine



Alors que les troupes russes continuent d'encercler et de bombarder les villes ukrainiennes, la résistance armée du peuple ukrainien s'organise et semble se massifier. Une partie au moins significative du peuple ukrainien combat déjà et surtout semble prête à aller jusqu'au bout pour tenter d'empêcher la prise des villes par l'infanterie russe. Cette résistance, civile et militaire, ainsi que nous l'avons déclaré dans **notre texte du 5 mars**, doit être inconditionnellement soutenue – cela ne fait pas question. Il reste désormais à en penser les perspectives possibles. Notre analyse est alors la suivante : la résistance armée doit permettre d'obtenir au plus vite un accord de paix acceptable du point de vue du peuple ukrainien, c'est-à-dire un accord qui ne remette pas en cause sa souveraineté. Autrement dit, notre soutien inconditionnel à la résistance, y compris armée, du peuple ukrainien ne doit pas faire oublier que l'issue au conflit la plus satisfaisante du point de vue des intérêts de ce peuple lui-même ne réside pas dans la prolongation de la guerre jusqu'à la défaite des armées russes, mais dans l'obtention rapide d'un accord de paix. Un tel accord n'est envisageable que s'il apporte les garanties nécessaires concernant le respect de la souveraineté ukrainienne tout en offrant une porte de sortie crédible à V. Poutine (tant que le peuple russe n'interviendra pas à une échelle suffisamment large pour changer la situation). La résistance militaire doit contribuer à la mise en œuvre d'une solution diplomatique rapide, car c'est la seule susceptible de mettre prochainement fin au calvaire du peuple ukrainien.

La guerre jusqu'où ?

De ce point de vue, les positions les plus bellicistes qui parcourent aujourd'hui largement les cercles médiatiques occidentaux, et selon lesquelles il n'y aurait rien à négocier ni à céder à un État terroriste comme le serait celui de V. Poutine, selon lesquelles il s'agirait de défaire l'ennemi russe, jusqu'au bout et sans compromis – ces positions doivent être dénoncées. Elles visent à interdire de penser un règlement concret de la situation, acceptable politiquement et économe en vies, en faisant passer toute solution diplomatique pour une capitulation « munichoise ». Pourtant, interroger les conditions d'un compromis acceptable ne consiste pas à céder tout et n'importe quoi, et ne revient certainement pas à accepter l'annexion de l'Ukraine. En vérité, ces discours irresponsables n'ont d'autre sens que celui d'encourager une démonstration

de forces de notre impérialisme, et ils sont insupportables dans la mesure où il s'agit de faire payer aux Ukrainien-ne-s le prix d'une politique impérialiste qui n'est pas la leur. Pour nous, il s'agit au contraire de se demander : l'intérêt du peuple ukrainien est-il vraiment dans la prolongation de la guerre plutôt, par exemple, que dans la reconnaissance de la neutralité vis-à-vis de l'OTAN ? [1]

Bien sûr, d'un certain point de vue, il s'agit formellement d'une restriction (très partielle) de sa souveraineté, puisqu'en toute rigueur un peuple souverain peut choisir d'entrer ou non dans une alliance militaire. Mais, tout d'abord, ce n'est pas une demande formulée par le peuple ukrainien, mais un projet de ses gouvernements pro-occidentaux. D'autre part, l'appartenance à l'OTAN représente elle-même une perte de souveraineté, en ce qu'elle oblige les pays à consacrer une part minimum de leur budget aux dépenses militaires. De plus, cette conception formelle de la souveraineté ne doit pas recouvrir les intérêts matériels du peuple ukrainien lui-même, qui à moyen terme ne peut pas conquérir son indépendance véritable en rejoignant le giron de l'impérialisme occidental contre la menace russe. La gauche, y compris en Ukraine, n'a aucun intérêt concret à s'attacher à défendre la possibilité pour le gouvernement ukrainien de rejoindre l'OTAN – alors même que V. Zelensky a lui-même estimé mardi 15 mars qu'il fallait bien reconnaître que l'Ukraine ne rejoindrait pas l'alliance militaire occidentale. Miser, comme on le lit parfois à gauche, sur une révolution de palais, dont aucun signe ne laisse espérer qu'elle pourrait prochainement avoir lieu, ou sur le renversement de Poutine par le mouvement populaire russe – certes héroïque quand il refuse la guerre malgré la répression féroce, mais qui semble hélas très loin de devenir insurrectionnel – revient alors à choisir la guerre y compris là où la négociation permettrait manifestement d'amener une issue plus rapide et plus favorable aux intérêts concrets de la population ukrainienne. C'est un choix possible que la population ukrainienne est bien sûr légitime à assumer, mais qui, comme toute position stratégique, mérite d'être discuté. Le peuple ukrainien n'est pas condamné à faire l'épreuve de plusieurs mois, voire de plusieurs années, d'une guérilla sanglante. S'il est aujourd'hui si important de soutenir sa résistance, y compris par les armes, c'est précisément parce qu'il peut par ce moyen obtenir un accord de paix qui ne soit pas une capitulation et un pur renoncement à sa souveraineté. Il faut donc poser concrètement ce qu'il est possible d'attendre d'un tel accord.

Quelles conditions pour une paix négociée ?

Partons donc des faits, et de ce que nous savons des négociations en cours. Les discours émanant du pouvoir russe ont plusieurs fois varié, et ont dans un premier temps énoncé plusieurs exigences : (1) la reconnaissance de la Crimée russe ; (2) la reconnaissance des Républiques autonomes de Donetsk et Louhansk ; (3) la neutralité et la démilitarisation de l'Ukraine ; (4) la « dénazification » du gouvernement ukrainien. Or, de telles conditions n'étaient pas acceptables. En particulier, substituer à l'exigence de neutralité celle d'une entière démilitarisation revient à exiger la mise au pas pure et simple de l'Ukraine par rapport à la puissance militaire russe ; l'Ukraine

doit conserver, dans les conditions que l'on connaît et qui ne laisse aucun doute sur les prétentions russes à contrôler la région, les moyens de se défendre. Quant à la « dénazification » du gouvernement, elle ne peut que signifier le renversement du gouvernement actuel, de façon à lui substituer un gouvernement fantoche au service des intérêts russes : quel que soit le peu de sympathie que nous pouvons avoir à l'égard du gouvernement de V. Zelensky, auquel nous répétons que nous n'apportons absolument aucun soutien politique, ce serait évidemment une atteinte inacceptable à la souveraineté du peuple ukrainien et aux exigences minimales de démocratie. Pour ces raisons, il est important que l'Ukraine maintienne un rapport de force pendant les négociations avec la Russie, et c'est pourquoi sa résistance est décisive et doit être soutenue. La résistance populaire est aujourd'hui la condition pour que V. Poutine renonce à ce qui était manifestement son projet initial de vassalisation du territoire ukrainien.

Or, c'est semble-t-il déjà en partie le cas. Dès le lundi 7 mars, les exigences publiquement énoncées par le porte-parole du Kremlin D. Peskov pour « aussitôt mettre fin » à l'invasion avaient changé. Il s'agissait désormais (1) d'acter constitutionnellement la neutralité de l'Ukraine, (2) de reconnaître la Crimée russe, (3) de reconnaître les Républiques autonomes de Donetsk et Louhansk comme des États indépendants et (4) que l'Ukraine arrête toutes ses activités militaires.

Évidemment, le point 4 n'est pas possible en l'état, et la Russie le sait très bien : la fin des activités militaires ne peut avoir lieu que dans le cadre d'un accord de cessez-l--feu, et non comme une condition préliminaire à un tel accord. Restent alors les exigences de fond, et le point important est ici que la démilitarisation de l'Ukraine a été abandonnée au profit de sa seule neutralité. Celle-ci ne peut être garantie que sous la forme de son inscription dans la Constitution. Ce n'est pas là une première : c'est par exemple ce que reconnaît la loi constitutionnelle autrichienne de 1955. Or, on ne peut manifestement pas dire que l'Autriche soit pour autant devenue une colonie privée de sa souveraineté. Du point de vue de militant-e-s révolutionnaires opposé-e-s aussi bien au renforcement de l'impérialisme de l'OTAN qu'à l'agression militaire russe, la neutralité de l'Ukraine est très certainement la meilleure des solutions. Dans la mesure où nous luttons contre notre propre impérialisme, nous ne pouvions évidemment pas nous réjouir, avant l'invasion russe, du fait que l'OTAN continue ainsi son extension à l'est de l'Europe : tout aussi illégitime que soit l'attaque russe, il n'y a aucune raison de revenir sur cette position – du reste, on ne peut pas nier que la politique de l'impérialisme occidental (extension de l'OTAN, vente d'armes aux ex-pays de l'Est, bases aux frontières de la Russie, etc.), sans justifier à aucun moment l'invasion russe, a objectivement été un facteur important dans le processus géopolitique qui a conduit à la guerre. La neutralité ne doit donc certainement pas être envisagée comme une concession impossible à l'impérialisme politique russe, mais comme l'occasion d'un désalignement de l'Ukraine. L'enjeu est alors ici d'imposer cette neutralité aux représentants de l'impérialisme occidental, qui au départ ne voulaient assurément pas en entendre parler : en ce qui concerne la France, l'Élysée a toujours déclaré

officiellement qu'« il n'est pas question d'une finlandisation de l'Ukraine ». La paix ne pourra pourtant être conquise que si cette proposition est effectivement mise sur la table : le ministre russe des affaires étrangères, S. Lavrov, a expliqué que la neutralité est bien l'enjeu central des négociations pour la Russie, tandis que V. Zelensky, comme nous l'avons précisé, s'est déjà dit prêt à reconnaître que l'Ukraine ne pourrait pas rejoindre l'OTAN. Quand les relais de l'impérialisme occidental s'opposent à la négociation de la neutralité ukrainienne, ils ne le font pas au nom des droits des peuples, mais ils font passer les intérêts de leur propre impérialisme avant ceux du peuple ukrainien. Cela doit être dénoncé et combattu. Dans cette perspective, il revient notamment au mouvement ouvrier de construire une mobilisation internationale pour imposer un accord de paix ; les propositions esquissées ici entendent aller en ce sens.

Quant aux deux premières conditions, qui s'avèreront sans doute les plus difficiles à concéder pour le gouvernement ukrainien dans la mesure où elles sont liées à des enjeux territoriaux, il faudrait de notre point de vue exiger la tenue de référendums, dans des conditions démocratiques garanties, sur l'indépendance, en vertu du droit à l'auto-détermination des habitant-e-s des régions concernées. Ces conditions incluent un vrai débat libre, pendant une durée déterminée (par exemple trois mois), avec totale liberté d'expression des différents points de vue ; cela suppose qu'il n'y ait aucune intimidation, donc notamment que toutes les troupes présentes dans ces territoires soient retirées, ukrainiennes et russes ou pro-russes. Cela vaut aussi pour la Crimée, dans la mesure où le vote de 2014 n'a pas eu lieu dans des conditions acceptables d'un point de vue démocratique. Du reste, la plupart des témoignages que nous avons pu lire sur le sujet laisse peu de doute sur le choix que ferait la majorité de la population qui habite encore aujourd'hui en Crimée. Le gouvernement ukrainien devrait évidemment accepter un véritable référendum, après débat démocratique, et s'engager, si le résultat va en ce sens (comme cela est probable), à cesser de revendiquer la Crimée comme son territoire. Le résultat d'un référendum est sans doute plus compliqué à prévoir pour les territoires du Donbass.

Cette proposition doit être mise sur la table, dans la mesure où elle pourrait permettre une sortie de crise par le haut (c'est-à-dire par le respect du droit à l'auto-détermination). Or, il semble pour l'instant que le gouvernement Zelensky (sous la pression de l'impérialisme occidental) refuse au contraire de « céder » quoi que ce soit au sujet de ce qu'il considère être son territoire – ce qui ne fait que s'inscrire dans le prolongement de la politique menée depuis 2014, le gouvernement ukrainien n'ayant lui-même jamais cessé les attaques à la frontière du Donbass au mépris des accords de cessez-le-feu de Minsk II (la Russie, bien sûr, n'a quant à elle jamais retiré ses troupes). Il se trouve ici qu'une solution concrète pour une paix négociée peut fort bien rejoindre une position anti-impérialiste de principe : l'État ukrainien doit reconnaître le droit des peuples à décider ou non de leur indépendance, tandis que la Russie ne peut pas simplement prétendre, sans que cela soit validé par aucun référendum, que les dirigeants pro-russes installés à la tête des « Républiques populaires » sont légitimes.

Soutien inconditionnel à la résistance du peuple ukrainien !

En proposant cette orientation, il ne s'agit évidemment pas de dicter au peuple ukrainien ce qu'il doit faire. Mais de toute façon, ces débats existent en vérité non seulement au sein des gauches occidentales, mais également au sein de la gauche ukrainienne [2]. Il est d'autre part normal que les organisations du mouvement ouvrier international analysent ce que fait la gauche dans d'autres pays, se prononcent à ce sujet, voire parfois critiquent les décisions stratégiques adoptées : le mouvement ouvrier n'a pas, par exemple, à se priver d'analyser et de critiquer la politique de Syriza en Grèce, de Podemos en Espagne, etc. Il n'y a donc pas lieu de renoncer à analyser, de la façon qui nous paraît la plus juste, ce qui se passe en Ukraine et les différentes perspectives politiques qui s'offrent (ou ne s'offrent pas). Mais cela à la condition de reconnaître que c'est en dernière instance le peuple ukrainien, et le peuple ukrainien seulement, qui peut décider de la façon dont il veut se battre ou non, ce qu'il veut concéder ou non, etc. Le peuple ukrainien est depuis longtemps un peuple opprimé à la fois par l'impérialisme russe (au moins au sens politique du terme) et, de plus en plus, par les impérialistes occidentaux, et il est en outre agressé et martyrisé par l'invasion russe. Nous devons donc soutenir le peuple opprimé dans sa lutte contre son oppresseur : notre soutien, ainsi que nous l'avons déjà écrit, est inconditionnel. En effet, quelle que soit la façon dont il décide de la mener – ou même : *les* façons, car il y aura des désaccords et des contradictions internes au peuple ukrainien lui-même –, sa lutte contre l'oppression reste en elle-même légitime, et elle est aussi la nôtre.

Pour le développement d'un mouvement international pour la paix !

Bien sûr, cette position de principe doit ensuite être appliquée à la réalité. En particulier, le peuple se présente rarement comme un sujet unifié dans les processus sociaux qu'on observe. Le plus probable est qu'un accord de paix entraînera des dissensus au sein de la population ukrainienne, et aussi au sein de la gauche elle-même. La situation n'apparaîtra pas sous un jour parfaitement univoque : il est d'ores et déjà prévisible que certains secteurs, notamment dans la droite nationaliste, mais peut-être aussi à gauche, s'opposeront à une paix négociée, et chercheront à continuer la guerre même en cas d'accord. La situation appellera probablement elle-même bien des débats à gauche, pour interpréter quels secteurs se mobilisent en un sens ou en un autre, et quelle orientation continuer de défendre au fur et à mesure que ces rapports évoluent. Il n'y a là rien d'exceptionnel : en toutes circonstances, les organisations du mouvement ouvrier doivent s'employer à un tel travail d'analyse concrète des processus sociaux et de leurs contradictions pour soutenir efficacement les luttes d'émancipation des peuples du monde entier.

Le soutien du mouvement ouvrier international à la résistance du peuple ukrainien doit aussi en passer par la construction d'une mobilisation massive, non seulement en Ukraine, mais aussi en Russie, en France, aux États-Unis, pour imposer dans chaque

pays, y compris contre les intérêts de son propre impérialisme, une solution de paix au service des peuples.

Notes

[1] Notons du reste que ces positions anti-pacifistes n'ont évidemment pas du tout la même signification quand elles émanent directement de la gauche ukrainienne qui participe à la résistance contre l'invasion. Or, on ne peut pas nier que ce soit au moins parfois le cas. La chercheuse et militante Oksana Dutchak déclarait ainsi dans une très riche interview au journal *Lefteast* : *« Certaines personnes à gauche expliquent que l'issue est dans la négociation et dans la reconnaissance de la neutralité de l'Ukraine. Il est très difficile pour moi de soutenir cette position pour le moment. C'est une position un petit peu coloniale : c'est aussi une façon de nier le droit d'un pays à sa souveraineté. […] Encore une fois, aussi malheureux que cela puisse paraître, je chercherais plutôt [l'issue] dans une révolte des élites en Russie – cela pourrait changer radicalement la situation à court terme. »* (https://lefteast.org/the-war--n-ukraine-seen-on-the-ground-interview-with-oksana-dutchak). Ce refus de faire des concessions à Poutine, soit dans l'idée d'une victoire militaire complète et à tout prix, soit dans l'idée évoquée ici d'une révolution de palais qui obligerait le président russe à quitter le pouvoir, est bien sûr compréhensible de la part d'un peuple agressé, qui ne voit pas au nom de quoi il serait légitime à être contraint de renoncer à quoi que ce soit. Pour autant, on peut douter que cette stratégie soit la plus favorable aux intérêts du peuple ukrainien lui-même.

[2] Dans l'interview que nous avons déjà mentionnée, O. Dutchak explique à juste titre les ambiguïtés qui peuvent être celles d'une position consistant à défendre de l'extérieur des concessions qui engagent le peuple ukrainien, comme par exemple la neutralité : *« Il appartient à la population habitant dans le pays de décider ce qu'elle veut faire ; et pour qu'elle soit en mesure de prendre ces désisions, il faudrait qu'il n'y ait pas de guerre. Comme je l'ai déjà dit, c'est cette guerre qui a imposé des décisions à de nombreux/ses Ukrainien-ne-s. Les gens disent qu'on a toujours le choix ; mais la plupart des Ukrainien-ne-s ne voient pas quel choix ils ont en ce moment. Ce n'est pas nous qui nions notre capacité d'agir, mais celles et ceux qui, à gauche – dans la gauche occidentale –, nous expliquent ce que les Ukrainien-ne-s devraient faire. »* Notre soutien à la population d'Ukraine doit effectivement être inconditionnel. Reste qu'O. Dutchak reconnaît elle-même que la gauche ukrainienne est divisée sur la question de la guerre, de la neutralité, d'un éventuel accord de paix. Sans expliquer aux Ukrainien-ne-s ce qu'il faut faire, il est normal d'examiner les différentes positions qui existent actuellement et les perspectives qu'elles offrent.

Tendance CLAIRE, le 28 mars 2022